

## LE RÔLE DES CBAG DANS LA LUTTE CONTRE L'EXPANSION DE L'EXTRÉMISME ISLAMISTE EN CÔTE D'IVOIRE ET AU BÉNIN

JESSICA MOODY

### SÉRIE SUR GROUPES ARMÉS COMMUNAUTAIRES

*« Comme le démontrent les expériences du Sahel, l'utilisation appropriée des CBAG dans le cadre de la réponse gouvernementale est essentielle pour éviter une escalade rapide des violences. ».*

### EN BREF

- The L'incapacité des forces maliennes, régionales et internationales à contenir les violences a conduit à une expansion exponentielle des groupes extrémistes [islamiste] dans le centre du Mali, ainsi que dans les États voisins.
- La portée et la sophistication croissantes des attaques djihadistes dans les États côtiers sont préoccupantes. Les groupes extrémistes ne se contentent pas de lancer des attaques par balle depuis des bases au Burkina Faso, mais travaillent plus étroitement avec les communautés locales. Dans un scénario de la sorte, le rôle des CBAG est crucial. CBAGs is crucial.
- Les vastes connaissances et liens locaux qu'entretiennent les CBAG leur procurent des occasions d'aider les États à faire face à l'extrémisme violent sans les déployer militairement.

### Introduction et contexte

Bien que des groupes islamistes extrémistes étaient présents et impliqués dans des activités criminelles dans le nord du Mali depuis le début des années 2000, ils ont commencé à gagner du terrain au Sahel vers 2012, quand de petites insurrections locales liées à Al-Qaïda ont commencé à lancer des attaques dans le nord du Mali. La situation a été exacerbée par la chute du régime du colonel Kadhafi en Libye, pays voisin, en 2011, et la déstabilisation de ce pays qui a suivi, entraînant progressivement un afflux de ressortissants sahéliens radicalisés et d'importantes quantités d'armes au Mali. L'incapacité des forces maliennes, régionales et internationales à contenir les violences a conduit à une expansion exponentielle des groupes extrémistes, principalement Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) et Islamic State Sahel Province (ISSP), dans le centre du Mali, ainsi que dans les États voisins. En particulier, au Burkina Faso, les régions septentrionales du Soum et de l'Oudalan se trouvent confrontées à une pression croissante, tandis que les groupes se sont également étendus au sud et à l'est,

et ont représenté une menace pour Ouagadougou.<sup>1</sup> Le Niger a également été fréquemment ciblé, et les régions de Tillabéry, Diffa et Tahoua ont été particulièrement touchées.<sup>2</sup> Par conséquent, cette expansion constitue désormais une menace croissante pour l'Afrique occidentale côtière.

Désormais, le Bénin et la Côte d'Ivoire se trouvent régulièrement ciblés par ces groupes. Le Bénin a connu au moins cinq attaques depuis le début de l'année, et la Côte d'Ivoire a connu 13 agressions au cours des années 2020 et 2021.<sup>3</sup> Les attaques ont impliqué l'utilisation d'engins explosifs improvisés, dont au moins quatre ont réussi et deux ont échoué en Côte d'Ivoire, et indiquent l'intention, en particulier du JNIM, qui a été plus souvent lié à ces attaques que l'ISSP, de cibler ces deux pays de manière plus soutenue que cela a été le cas jusqu'à présent.<sup>4</sup> Les attaques récurrentes dans ces pays côtiers soulignent une stratégie sur laquelle les services de renseignement français ont attiré l'attention en 2020 : la volonté de groupes tels que l'ISSP et le JNIM de s'étendre de leurs bastions du Sahel vers les côtes de l'Afrique de l'Ouest, d'où un accès inestimable aux ports leur permettrait d'intensifier considérablement leur participation aux voies des trafics.<sup>5</sup> Une recrudescence des attaques au premier semestre 2021 en Côte d'Ivoire, et plus récemment au Bénin et au Togo, illustrée par la première attaque réussie contre le Togo survenue les 10 et 11 mai, suggère que les groupes armés avancent vers cet objectif.

Le rôle des groupes armés communautaires (community based armed groups, CBAG) dans le cadre de cette menace évolutive est extrêmement important. Au fur et à mesure que le JNIM et l'ISSP se sont développés, les gouvernements manquant de ressources militaires au Burkina Faso et au Mali ont mobilisé les CBAG, généralement sous la forme de chasseurs traditionnels comme les Dozos et les Koglwéogos, pour combattre les insurgés.<sup>6</sup> Bien que cela ait aidé ces gouvernements à cibler les insurgés, en particulier dans les zones où l'armée a une empreinte limitée, l'utilisation des CBAG pour lutter contre l'expansion des groupes djihadistes a également soulevé un certain nombre de défis. Ces groupes armés ne sont ni formés ni équipés pour cibler des insurrections sophistiquées. Ils sont également susceptibles de commettre des violations des droits de l'homme, et ont largement ciblé des communautés d'éleveurs perçues comme associées à des groupes djihadistes, comme les peuls, auprès desquels l'ISSP et le JNIM ont considérablement recruté,

---

1 Adele Orosz, « Violent Extremism in the Sahel is Strengthening its Grip in West Africa », *Blogues LSE* 15 février 2022, <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2022/02/15/violent-extremism-in-the-sahel-strengthening-grip-west-africa-mali-burkina-faso-niger-jihadi/>.

2 Orosz, « Violent Extremism ».

3 Caleb Weiss, « Jihadist Attacks Flow Into Littoral West Africa », *Long War Journal* 3 décembre 2021, <https://www.longwarjournal.org/archives/2021/12/jihadist-attacks-flow-into-littoral-west-africa.php>; François Mazet, « Attaque dans l'extrême-nord du Bénin : cet incident n'est pas un incident isolé », *RFI*, 2 février 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220210-attaque-dans-l-extr%C3%Aame-nord-du-b%C3%A9nin-cet-incident-n-est-pas-un-incident-isol%C3%A9>.

4 Weiss, « Jihadist Attacks » ; « Trois Attaques ont fait au moins 9 Morts dont un Français dans le Nord du Bénin », *France 24*, 11 février 2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220211-trois-attaques-ont-fait-au-moins-9-morts-dont-un-fran%C3%A7ais-dans-le-nord-du-b%C3%A9nin>.

5 Aneliese Bernard, « Jihadism is Spreading to the Gulf of Guinea Littoral States, and a New Approach to Countering it is Needed », *Modern War Institute*, 9 septembre 2021, <https://mwi.usma.edu/jihadism-is-spreading-to-the-gulf-of-guinea-littoral-states-and-a-new-approach-to-countering-it-is-needed/>; Daniel Finnan, « Sahel Jihadists Eye Expansion into Côte d'Ivoire and Benin Says French Spy Boss », *RFI*, 3 février 2021, <https://www.rfi.fr/en/afrique/20210203-sahel-jihadistes-eye-expansion-en-Côte-d-ivoire-et-bénin-says-french-spy-boss-africa-attacks-military-aqim>.

6 Les Koglwéogos sont un CBAG, qui a émergé en 2014-2015, composé en grande partie de communautés mossies et gourmantchées. Ils s'impliquent de plus en plus dans la lutte contre l'expansion djihadiste avec le soutien de l'État.

sans preuve qu'ils ont commis des crimes.<sup>7</sup> Ce type de violence a sapé la réponse de l'État en marginalisant certaines communautés, facilitant ainsi le recrutement de djihadistes.<sup>8</sup> Il est donc crucial que les États côtiers d'Afrique de l'Ouest gèrent efficacement la relation entre l'État, les communautés locales et les CBAG au fur et à mesure que le JNIM et l'ISSP se développent dans les zones littorales. Cela est notamment vrai du fait que les connaissances et les connexions locales des CBAG, si elles sont bien mobilisées, en font des ressources potentiellement précieuses pour lutter contre la prolifération des violences djihadistes dans les États côtiers.

## Pertinence par rapport aux politiques et pratiques

La principale réponse à l'expansion des violences extrémistes en Côte d'Ivoire et au Bénin a jusqu'à présent été militaire. Les deux pays ont considérablement élargi leur présence militaire dans les régions frontalières du nord. En juillet 2019, la Côte d'Ivoire a lancé une opération appelée « Frontière étanche » le long de ses frontières nord, avant d'instaurer une zone militarisée dans la région nord et de déployer 3 000 soldats supplémentaires à la frontière en novembre 2021.<sup>9</sup> Au Bénin, des renforts militaires et policiers ont été envoyés dans le nord, et des positions mobiles ont été mises en place.<sup>10</sup> En outre, en avril 2020, le Bénin a renforcé davantage la présence de ses forces de sécurité le long des frontières du Burkina Faso, du Niger et du quart nord-ouest du Nigeria ; il est prévu que d'autres forces spéciales seront déployées dans la région d'ici 2025.<sup>11</sup>

Cette priorisation d'une réponse militaire pose de nombreux problèmes. Bien que le renforcement de la sécurité soit nécessaire, ni la Côte d'Ivoire ni le Bénin ne disposent d'une armée particulièrement efficace.<sup>12</sup> Les forces armées de Côte d'Ivoire sont rapides à organiser des mutineries, et, depuis la fin de la guerre civile en 2011, sont sujettes à une vaste mais souvent

---

7 Les communautés peules sont traditionnellement des éleveurs nomades, ce qui a généré différents niveaux de conflits au sein des États côtiers et du Sahel en Afrique de l'Ouest. Cela a régulièrement donné lieu à des attaques contre les communautés peules par des agriculteurs qui perçoivent les éleveurs comme ayant bafoué leurs terres ou volé leur bétail. La protection et le règlement des différends lors de ces désaccords ont été minimes, et les Peuls se sont souvent sentis injustement attaqués simplement parce que ce sont des éleveurs. Les groupes djihadistes ont mobilisé ce sentiment de marginalisation pour recruter largement parmi eux, ce qui a exacerbé le sentiment négatif local à leur encontre, car ils sont désormais perçus négativement non seulement parce qu'ils sont éleveurs, mais également en raison de la perception selon laquelle ils sont impliqués dans des groupes djihadistes. Et cela a entraîné de nouvelles attaques contre les communautés peules par des groupes d'autodéfense cherchant à éradiquer les forces djihadistes, stimulant ainsi encore plus le recrutement des Peuls de la part des groupes djihadistes. « The New Frontier for Jihadist Groups? » KAS (2021) : 42; « A Vicious Cycle: The Reactionary Nature of Militant Attacks in Burkina Faso and Mali », *ACLEDA*, 31 mai 2019, <https://acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/>.

8 « The New Frontier » : 42; *ACLEDA*, « A Vicious Cycle ».

9 Georges Ibrahim Tounkara, « Lutte contre le terrorisme : l'armée ivoirienne recrute », *DW*, 23 novembre 2021, <https://www.dw.com/fr/c%C3%B4te-divoire-arm%C3%A9e-recrutement-terrorisme/a-59912946>; « The New Frontier » : 14.

10 « The New Frontier » : 43.

11 « The New Frontier » : 43 ; « Le Bénin renforce la coopération sécuritaire avec ses voisins face à la recrudescence d'attaques », *RFI*, 14 février 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220214-le-b%C3%A9nin-renforce-la-coop%C3%A9ration-s%C3%A9curitaire-avec-ses-voisins-face-%C3%A0-la-recrudescence-d-attaques>.

12 « The New Frontier » : 44; Bernard, « Jihadism is Spreading ».

inefficace réforme du secteur de la sécurité.<sup>13</sup> De même, il est généralement supposé que le Président du Bénin, Patrice Talon, craint un coup d'État contre sa présidence, et a donc privé ses forces armées de ressources, ce qui rend beaucoup plus difficiles les opérations soutenues dans le nord.<sup>14</sup> Au Sahel, le manque de ressources associé au piètre entraînement des forces armées a donné lieu à de mauvais résultats militaires. Au Burkina Faso, par exemple, les militaires ont souvent eu du mal à conserver le territoire qu'ils avaient conquis lors des offensives.<sup>15</sup> En outre, les forces de sécurité ont souvent recouru à des méthodes brutales, en grande partie parce qu'elles sont mal formées et luttent pour faire la différence entre les civils et les forces djihadistes, conduisant à des exécutions extrajudiciaires massives de communautés considérées comme de mèche avec les djihadistes. Selon Human Rights Watch, cette approche a entraîné l'exécution extrajudiciaire de plusieurs centaines d'hommes et a contribué à une perte de confiance dans les services de sécurité de la population locale et à une spirale croissante de violence dans la région.<sup>16</sup> Des signes indiquent déjà qu'une situation similaire se produit dans les États côtiers, où des Peuls de Côte d'Ivoire se sont plaints d'être arrêtés arbitrairement et maltraités pour leur rôle présumé dans les activités djihadistes.<sup>17</sup>

Le rôle des CBAG dans la réponse militaire de la Côte d'Ivoire et du Bénin est également préoccupant. En Côte d'Ivoire, les CBAG, comme les groupes de chasseurs dozos traditionnels, sont très présents, notamment dans le nord et l'ouest, et ont souvent été utilisés comme armée parallèle par le gouvernement.<sup>18</sup> Pour l'heure, rien n'indique que les Dozos soient systématiquement utilisés pour cibler les forces djihadistes dans le nord. Cependant, certains signes indiquent que le gouvernement envisage de les utiliser de cette manière, après les avoir déjà déployés pour aider à la suite de l'attaque d'al-Mouribatoun à Grand Bassam en 2016.<sup>19</sup> Compte tenu des violations des droits de l'Homme qui semblent être commises par le personnel de sécurité dans le nord, la manière dont le gouvernement entend opérationnaliser les Dozos dans sa réponse à la montée de l'insécurité est préoccupante, en particulier étant donné le précédent établi au Sahel. La situation au Bénin est légèrement différente parce que les chasseurs traditionnels y sont moins étroitement liés au gouvernement, même si le défi que posent les CBAG à la réponse du gouvernement face à la montée de la violence islamiste extrémiste demeure. Cela est notamment vrai parce que dans le nord du Bénin, les chasseurs traditionnels ont été marginalisés par les récentes réglementations

---

13 Le tempérament des forces armées ivoiriennes s'est quelque peu amélioré depuis l'exil en 2019 de l'ancien chef rebelle et chef de l'assemblée nationale Guillaume Soro. Soro avait été fortement impliqué dans de nombreuses mutineries en Côte d'Ivoire, qui se sont depuis dissipées, la dernière ayant eu lieu en 2017. Cependant, après des années de remaniements et de réorganisations de l'armée, le niveau de discipline et la bonne organisation des forces restent très contestables. Bernard, « Jihadism is Spreading ».

14 Kars de Bruijne, « Laws of Attraction: Northern Benin and Risk of Violent Extremist Spillover », *Rapport du CRU de Clingendael* (juin 2021) : 39.

15 « The New Frontier » : 45.

16 « The New Frontier » : 45.

17 Henry Wilkins & Nanythe Talani, « Dans le nord ivoirien, les groupes jihadistes exploitent les fractures sociales », *VOA*, 11 avril 2022, <https://www.voaafrique.com/a/dans-le-nord-ivoirien-les-groupes-jihadistes-exploitent-les-fractures-sociales-/6523091.html>.

18 Richard Banegas, « Reconstruction post-conflit : violence et politique en Côte d'Ivoire », *Les dossiers du CERI* (octobre 2012) : 6.

19 Rodrigue Koné, « La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire : enjeux socioculturels et dynamiques sécuritaires », *Centre Franco Paix* (juin 2018) : 45.

contre la chasse dans les parcs nationaux du nord, réduisant leur capacité à gagner leur vie.<sup>20</sup> Cela soulève le risque que ces chasseurs traditionnels puissent être recrutés par les djihadistes et que leur aide potentiellement précieuse, compte tenu de leurs vastes connaissances locales et de leurs liens, dans la lutte contre l'expansion des groupes extrémistes islamistes soit perdue.<sup>21</sup>

## Défis et opportunités

### ***Défi 1 : L'opérationnalisation des CBAG dans la lutte contre la violence djihadiste est incertaine et les relations entre les militaires et les CBAG sont ambiguës***

Bien que le gouvernement ivoirien ait une meilleure relation avec les Dozos dans le nord de la Côte d'Ivoire que le gouvernement béninois avec les chasseurs traditionnels dans le nord de son pays, la manière dont les CBAG doivent être utilisés pour lutter contre l'expansion de la violence djihadiste n'a pas encore été définie dans aucun des deux pays. Cela soulève des questions sur la formation des groupes de chasseurs traditionnels et sur les règles d'engagement qu'ils suivent. Cela est particulièrement problématique si les militaires sont déjà accusés de violations des droits de l'homme, comme en Côte d'Ivoire, et si les CBAG sont mobilisés avec le soutien de l'État, comme au Burkina Faso, et comme cela a souvent été perçu comme étant historiquement le cas en Côte d'Ivoire. Dans des scénarios de la sorte, les perceptions populaires vont probablement confondre les actions des militaires avec celles des CBAG, et les violations des droits de l'homme commises par l'un d'entre eux affecteront probablement la réputation des deux. En outre, compte tenu de la formation limitée des CBAG aux conflits avec les groupes djihadistes et des stéréotypes répandus sur l'affiliation des communautés peules aux groupes djihadistes, le potentiel des CBAG à s'engager dans des violations des droits de l'homme est élevé, comme cela a été observé au Burkina Faso et au Mali. Par exemple, au Burkina Faso, les milices d'autodéfense Koglwéogos aident le gouvernement dans le cadre de sa répression sécuritaire en identifiant les membres de la communauté peule impliqués dans des activités militantes, un comportement qui a conduit à des violations des droits de l'homme et peut provoquer des représailles contre les groupes perçus comme constituant les Koglwéogos, les Mossis et les Gourmantchés.<sup>22</sup>

### ***Défi 2 : Les communautés sont plus susceptibles d'intensifier les violences ou de rejoindre les groupes djihadistes en réponse aux préjugés et aux abus de pouvoir perçus des militaires ou des CBAG***

L'un des problèmes majeurs dans la lutte contre l'extrémisme islamiste qui s'est produit au Sahel est le manque de confiance des populations locales envers le gouvernement et les forces armées,

---

20 « The New Frontier » : 42.

21 « The New Frontier » : 42.

22 « A Vicious Cycle ».

ainsi que les CBAG qui ont commis des violations des droits de l'homme en travaillant avec l'État.<sup>23</sup> Cela peut entraîner une tendance à coopérer plus étroitement avec les groupes djihadistes. Dans les cas où ceux-ci offrent des services de sécurité et de base, les communautés locales peuvent rapidement développer une relation de confiance avec eux. Le fait que la communauté peule du nord de la Côte d'Ivoire signale déjà la discrimination de la part de l'armée, et que des dizaines de personnes ont quitté la ville de Kafolo, dans le nord, craignant des représailles suite à des violences djihadistes, suggère que ce défi pourrait rapidement s'intensifier dans les régions frontalières du nord.<sup>24</sup> De même, la mise en œuvre par l'État béninois d'une réglementation stricte concernant l'élevage et l'agriculture dans ses parcs nationaux du nord a marginalisé de nombreuses communautés locales, ce qui pourrait faciliter leur recrutement par des groupes djihadistes.<sup>25</sup>

## ***Opportunité 1 : Les gouvernements peuvent davantage gagner la confiance des communautés locales en améliorant les politiques de développement et de gestion des terres***

Une opportunité considérable se présente actuellement de résoudre les tensions latentes entre les communautés peules, les chasseurs traditionnels et les forces armées dans les parties nord du Bénin et de la Côte d'Ivoire en améliorant la compréhension de l'accès et de l'acquisition des terres, et en fournissant des moyens juridiques plus accessibles de contestation de l'accès aux terres. Ceci est crucial car si le problème des tensions qui se produisent principalement à propos des terres n'est pas abordé, il est susceptible de faciliter le recrutement parmi les communautés qui se perçoivent comme marginalisées dans le nord du Bénin et de la Côte d'Ivoire. En effet, les deux États ont du mal à gérer les populations qui contestent et revendiquent l'accès aux terres, ce qui entraîne des conflits réguliers entre les différentes communautés.<sup>26</sup> Ces conflits peuvent impliquer les éleveurs peuls nomades, les chasseurs traditionnels et les communautés agricoles plus établies, comme c'est le cas au Sahel, mais peuvent également être problématiques parmi d'autres communautés ethniques, et sont en grande partie dus au manque de titres fonciers reconnus. Au Bénin, dans les provinces septentrionales d'Alibori et d'Atakora, plus de 80 % des ménages n'ont pas de titres fonciers, même si l'écrasante majorité de la population (entre 80 % et 90 %) vit de l'agriculture, de la chasse ou de la pêche.<sup>27</sup> En Côte d'Ivoire, les tensions de longue date sur l'acquisition et l'accès aux terres, compliquées par l'afflux, au cours des 100 dernières années, d'un grand nombre de populations « non autochtones », principalement du Burkina Faso,

---

23 Bernard, « Jihadism is Spreading ».

24 AFP, « Jihadist Threat Stirs Anti-Fulani Hostility in Ivory Coast », *Africa News* 26 janvier 2021, <https://www.africanews.com/2022/01/26/jihadist-threat-stirs-anti-fulani-hostility-in-ivory-coast/>.

25 Matthieu Millecamps, « Benin: Has Talon's Government Underestimated the Jihadist Risk? », *The Africa Report*, 18 juin 2021, <https://www.theafricareport.com/98859/benin-has-talons-government-underestimated-the-jihadist-risk/>; « The New Frontier » : 49.

26 Koné, « La confrérie des chasseurs », 34 ; Matthew Mitchell, « Land Reform and Peacebuilding in Côte d'Ivoire: Navigating the Minefield », *Journal of Agrarian Change* (décembre 2021) : 1-20 ; « The New Frontier » : 29 ; De Bruijne, « Laws of Attraction » : 8.

27 « The New Frontier » : 28.

conduisent à des flambées de violence régulières.<sup>28</sup> Le gouvernement peut en faire plus pour résoudre ces problèmes. Actuellement, en Côte d'Ivoire, délimiter des terres et obtenir un titre de propriété foncière est extrêmement coûteux pour la plupart des communautés agricoles.<sup>29</sup> Le gouvernement pourrait accélérer ce processus en réduisant considérablement les coûts et en facilitant grandement l'acquisition de titres pour les collectivités grâce à la mise en place de guichets uniques dans les zones rurales. L'établissement d'un processus clair de contestation de l'accès aux terres auprès du gouvernement local, et le lancement par la suite de campagnes de sensibilisation sur ce processus contribueraient également à réduire les tensions et les affrontements violents au sujet des terres dans les deux pays.

L'expansion des programmes de développement réduirait également la concurrence pour des ressources minimales et augmenterait les possibilités pour les civils de gagner leur vie dans le nord de la Côte d'Ivoire et au Bénin. Cela réduirait les tensions communautaires sur l'accès aux terres. La Côte d'Ivoire a déjà pris un bon départ en élargissant considérablement ses programmes de développement pour le nord du pays, ce qui est essentiel pour gagner la confiance des communautés locales et les convaincre que l'État les soutiendra. Par exemple, la Côte d'Ivoire a commencé à développer un port sec à Ferkessedougou et un centre agro-industriel intégré dans l'extrême nord.<sup>30</sup> Le projet s'inscrit dans une série d'investissements importants qui stimuleront la transformation locale du coton et des noix de cajou.<sup>31</sup> Parallèlement, au Bénin, le gouvernement a créé l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (ABeGIEF) en 2012.<sup>32</sup> L'agence vise à favoriser le sentiment d'appartenance du peuple béninois en construisant des infrastructures et en mettant en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté.<sup>33</sup> Depuis sa création, l'ABeGIEF a construit 50 puits, 150 salles de classe, des marchés, des unités de traitement, et des postes de police.<sup>34</sup> L'expansion et l'ajout de programmes similaires, en particulier concernant l'éducation, la santé et l'infrastructure, seraient un moyen très efficace et rentable de réduire le risque que les civils rejoignent les groupes armés dans les régions du nord de ces pays.

## ***Opportunité 2 : Dans le cadre de leur contribution à la lutte contre l'extrémisme violent, les CBAG devraient être mobilisés pour des exercices de renforcement de la confiance des communautés locales plutôt que pour des fonctions militaires***

Les vastes connaissances et liens locaux qu'entretiennent les CBAG leur procurent des occasions

---

28 Koné, « La Confrérie des Chasseurs », 34 ; Matthew Mitchell, « Land Reform and Peacebuilding in Côte d'Ivoire: Navigating the Minefield », *Journal of Agrarian Change* (décembre 2021) : 1-20

29 Matthew Mitchell, « Land Tenure Reform and Politics in Post-Conflict Côte d'Ivoire: A Precarious Peace in the Western Cocoa Regions », *Canadian Journal of African Studies* (août 2014) : 203-221 ; entretiens d'auteur avec des civils, des agriculteurs et des fonctionnaires à Toulepleu, Duekoue, Guiglo, octobre 2017 – octobre 2018.

30 Ange Aboa, « Ivory Coast Says it Will Invest in North to Counter Jihadism », *Reuters*, 8 novembre 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/ivory-coast-says-it-will-invest-north-counter-jihadism-2021-11-08/>.

31 Aboa, « Ivory Coast Says ».

32 « The New Frontier » : 27.

33 « The New Frontier » : 27.

34 « The New Frontier » : 27.

d'aider les États à faire face à l'extrémisme violent sans les déployer militairement. En effet, les CBAG pourraient être intégrées dans des campagnes de dialogue et de sensibilisation avec les communautés locales, agissant ainsi comme des points focaux dans la communauté, de concert avec des représentants de la société civile, tels que les jeunes et les groupes de femmes, pour coordonner ce type de réunions.<sup>35</sup> Ces formes de dialogue doivent être aussi inclusives que possible, impliquant les responsables d'associations paysannes, les responsables des CBAG dans la région, et d'autres acteurs qui entrent régulièrement en conflit avec d'autres individus dans la région, comme l'ONG African Parks Network (APN) au Bénin.<sup>36</sup> Les programmes déjà en vigueur pourraient être étendus. À titre d'exemple principal, l'ABeGIEF est en train de développer activement des relations avec les réseaux de la société civile et soutient les communautés frontalières qui entretiennent des relations pacifiques avec leurs voisins.<sup>37</sup> Un dialogue régulier de la sorte améliorerait le niveau de confiance entre les CBAG et les communautés locales, réduisant ainsi la possibilité que des membres des communautés comme les Peuls se sentent marginalisés, ce qui neutraliserait les stratégies de recrutement des djihadistes.

## Conclusion

La portée et la sophistication croissantes des attaques djihadistes dans les États côtiers sont préoccupantes. Le défi est rendu d'autant plus complexe par le fait que les groupes extrémistes ne se contentent pas de lancer des attaques par balle depuis des bases au Burkina Faso, mais recrutent et travaillent plus étroitement avec les communautés locales.<sup>38</sup> Dans un scénario de la sorte, le rôle des CBAG est crucial. Comme le démontrent les expériences du Sahel, l'utilisation appropriée des CBAG dans le cadre de la réponse gouvernementale est essentielle pour éviter une escalade rapide des violences. Pour cela, plusieurs étapes peuvent être franchies. Les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Bénin peuvent en faire davantage pour délimiter la manière dont ils entendent opérationnaliser les CBAG dans le cadre de leur réponse à la violence extrémiste et pour souligner sur leur rôle dans le renforcement de la confiance communautaire plutôt que dans des attaques à main armée violentes contre des communautés prétendument affiliées aux djihadistes, comme cela a été observé au Sahel. Le gouvernement peut également, avec l'aide de donateurs internationaux, étendre les initiatives de développement et les programmes de gestion des terres existants, ce qui servirait à réduire les tensions communautaires qui, si elles ne sont pas résolues, sont susceptibles de faciliter l'expansion djihadiste.

---

35 Bernard, « Jihadism is Spreading ».

36 L'APN fournit des rangers armés dans le nord du Bénin et est déployée pour protéger les réserves naturelles du nord. Cependant, le rôle de l'APN dans le nord du Bénin a été controversé car il a sévèrement réprimé les activités de chasse et d'élevage dans les parcs nationaux, qui avait été une forme clé de subsistance pour de nombreux membres des communautés du nord du Bénin, conduisant ainsi à des flambées récurrentes de violence à petite échelle entre l'APN et les communautés du nord.

37 De Bruijne, « Laws of Attraction » : 9.

38 De Bruijne, « Laws of Attraction » : 1.

# Suggestions de lectures complémentaires

## Sur les groupes armés communautaires

Gourlay, Youenn. « Les chasseurs dozos, gardiens sacrés et encombrants du nord ivoirien », *Le Monde Afrique*, 14 novembre 2019. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/14/les-chasseurs-dozos-gardiens-sacres-et-encombrants-du-nord-ivoirien\\_6019188\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/14/les-chasseurs-dozos-gardiens-sacres-et-encombrants-du-nord-ivoirien_6019188_3212.html).

Van Metre, Lauren. « *From Self-Defense to Vigilantism: A Typology Framework of Community-Based Armed Groups* ». Washington, DC : Resolve Network, 2019.

## Sur l'extrémisme islamiste et son expansion en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Interpeace. « Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali », octobre 2016 : 15-58.

Ammour, Laurence-Aida. « How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel. » *Africa Centre for Strategic Studies*, 26 février 2020.

Cline, Lawrence. « Jihadist Movements in the Sahel: Rise of the Fulani? », *Terrorism and Political Violence*, 8 mars 2021.

Buchanan-Clarke, Stephen et Sibusiso Nkomo. « Violent Extremism in Africa: Citizen Perspectives from the Sahel Epicentre and Peripheral. » *Afrobarometer Policy Paper*, juillet 2021 : 1-19.

Assanvo, William et Baba Dakono, Lori-Anne Thérooux-Bénoni et Ibrahim Maïga. « Violent Extremism, Organised Crime and Local Conflicts in Liptako-Gourma », *Institute for Security Studies*, décembre 2019 : 1-24.

Le Roux, Pauline. « Responding to the Rise in Violent Extremism in the Sahel. » *Africa Centre for Strategic Studies*, numéro 36 (2019) : 1-9.

## Sur les conflits liés aux terres

Chauveau, Jean Pierre. « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État. » *Politique Africaine* 2, numéro 78 (2000) : 94-125.

Speight, Jeremy. « Une Instabilité permanente ? : Foncier, autorité et violence post-conflit en Côte d'Ivoire dans la longue durée » *Afrique contemporaine* 3, numéro 263-264 (2017) : 197-215.

# Sources

- Aboa, Ange. « Ivory Coast Says it Will Invest in North to Counter Jihadism. » *Reuters* 8 novembre 2021. <https://www.reuters.com/world/africa/ivory-coast-says-it-will-invest-north-counter-jihadism-2021-11-08/>.
- ACLED. « A Vicious Cycle: The Reactionary Nature of Militant Attacks in Burkina Faso and Mali », 31 mai 2019. <https://acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/>.
- AFP. « Jihadist Threat Stirs Anti-Fulani Hostility in Ivory Coast », 26 janvier 2021. <https://www.africanews.com/2022/01/26/jihadist-threat-stirs-anti-fulani-hostility-in-ivory-coast/>.
- Banegas, Richard. « Reconstruction “post-conflit” : violence et politique en Côte d’Ivoire », *Les dossiers du CERI* (octobre 2012) : 1-9.
- Bernard, Aneliese. « Jihadism is Spreading to the Gulf of Guinea Littoral States, and a New Approach to Countering it is Needed », *Modern War Institute* 9 septembre 2021. <https://mwi.usma.edu/jihadism-is-spreading-to-the-gulf-of-guinea-littoral-states-and-a-new-approach-to-countering-it-is-needed/>.
- Credendo. « Benin: Recent Attacks Show Spread of Jihadist Activity Across the Region », 12 décembre 2021. <https://credendo.com/en/knowledge-hub/benin-recent-attacks-show-spread-jihadist-activity-across-region>.
- Crise 24. « Benin Country Report ». <https://crisis24.garda.com/insights-intelligence/intelligence/country-reports/benin>.
- De Bruijne, Kars. « Laws of Attraction: Northern Benin and Risk of Violent Extremist Spillover », *Clingendael CRU Report*. juin 2021 : 1-46.
- Finnan, Daniel. « Sahel Jihadists Eye Expansion into Côte d’Ivoire and Benin Says French Spy Boss. », *RFI*, 3 février 2021. <https://www.rfi.fr/en/africa/20210203-sahel-jihadists-eye-expansion-into-Côte-d-ivoire-and-benin-says-french-spy-boss-africa-attacks-military-aqim>.
- France 24. « Trois attaques ont fait au moins 9 morts dont un Français dans le nord du Bénin. » 11 février 2022. <https://www.france24.com/fr/afrique/20220211-trois-attaques-ont-fait-au-moins-9-morts-dont-un-fran%C3%A7ais-dans-le-nord-du-b%C3%A9nin>.
- KAS. « The New Frontier for Jihadist Groups? », (2021) : 1-55.
- Koné, Rodrigue. « La confrérie des chasseurs traditionnels dozo en Côte d’Ivoire : enjeux socioculturels et dynamiques sécuritaires », *Centre Franco Paix* (juin 2018) : 1-52.
- Mazet, François. « Attaqué dans l’extrême-Nord du Bénin : cet incident n’est pas un incident isolé », *RFI*, 2 février 2022. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220210-attaque-dans-l-extr%C3%Aame-nord-du-b%C3%A9nin-cet-incident-n-est-pas-un-incident-isol%C3%A9>.
- Millecamps, Matthieu. « Benin: Has Talon’s Government Underestimated the Jihadist Risk? », *The Africa Report*, 18 juin 2021. <https://www.theafricareport.com/98859/benin-has-talons-government-underestimated-the-jihadist-risk/>.
- Mitchell, Matthew. « Land Reform and Peacebuilding in Côte d’Ivoire: Navigating the Minefield. » *Journal of Agrarian Change* (décembre 2021) : 1-20.
- Mitchell, Matthew. « Land Tenure Reform and Politics in Post-Conflict Côte d’Ivoire: A Precarious Peace in the Western Cocoa Regions », *Canadian Journal of African Studies* (août 2014) : 203-221.
- Orosz, Adèle. « Violent Extremism in the Sahel is Strengthening its Grip in West Africa » ; *Blogues LSE*, 15 février 2022. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2022/02/15/violent-extremism-in-the-sahel-strengthening-grip-west-africa-mali-burkina-faso-niger-jihadi/>.

Toukara, Georges Ibrahim. « Lutte contre le terrorisme : l'armée Ivoirienne recrute », *DW*, 23 novembre 2021. <https://www.dw.com/fr/c%C3%B4te-divoire-arm%C3%A9e-recrutement-terrorisme/a-59912946>.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), « Rapport sur les abus des droits de l'Homme commis par des dozos en République de Côte d'Ivoire », *Nations Unies* (juin 2013) : 1-28.

Weiss, Caleb. « Jihadist Attacks Flow Into Littoral West Africa » *Long War Journal*, 3 décembre 2021. <https://www.longwarjournal.org/archives/2021/12/jihadist-attacks-flow-into-littoral-west-africa.php>.

Wilkins, Henry & Talani, Nanythe, « Dans le nord ivoirien, les groupes jihadistes exploitent les fractures sociales », *VOA*, 11 avril 2022. <https://www.voafrique.com/a/dans-le-nord-ivoirien-les-groupes-jihadistes-exploitent-les-fractures-sociales-/6523091.html>.

## À propos de la note

Auteure : Jessica Moody

**Le Dr Jessica Moody** est une consultante indépendante en consolidation de la paix et risques politiques, spécialisée dans l'Afrique de l'Ouest, où elle a beaucoup vécu et voyagé. Elle est titulaire d'un doctorat en consolidation de la paix post-conflit en Côte d'Ivoire, délivré par le département d'études sur la guerre du King's College de Londres. Elle a précédemment travaillé sur des projets pour le United States Holocaust Memorial Museum, Assynt Group, Dragonfly Intelligence, Foreign Policy, The Africa Portal, African Arguments, Africa is a Country, News Decoder, Jamestown Foundation, Economist Intelligence Unit, IHS Markit, Jane's Intelligence and Insurgency Centre et Herminius Intelligence.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du réseau RESOLVE, de l'U.S. Institute of Peace ou de toute autre entité du gouvernement américain.

## RESOLVE NETWORK

better research • informed practice • improved policy on violent extremism •

[www.resolvevet.org](http://www.resolvevet.org)



RESOLVE est hébergé à l'U.S. Institute of Peace, s'appuyant sur l'héritage de plusieurs décennies d'engagement profond de l'Institut dans les communautés touchées par les conflits.



UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE  
Making Peace Possible

RESOLVE tient à remercier l'United States Agency for International Development (USAID) pour son généreux soutien à ce rapport et l'initiative Learning from Local Peacebuilding Approaches de RESOLVE.



USA  
FROM THE AMERICAN